

LA CONCURRENCE CHINOISE SUR LE MARCHÉ INTERIEUR

VIETNAMIEN : D'OU VIENT LA DIFFERENCE DE COMPETITIVITE ?¹

Sylvie Démurger et Michaël Goujon²

Résumé

Cet article propose une comparaison de la compétitivité du Vietnam et de la Chine sur le marché intérieur vietnamien. Il étudie la nature de la concurrence entre ces deux pays et examine les facteurs explicatifs des différences constatées de compétitivité.

Introduction

Dans leur processus de transition économique, le Vietnam comme la Chine ont mis en place, à une vitesse et des degrés divers, une politique d'ouverture qui a permis leur intégration croissante dans le commerce mondial. L'évolution récente du commerce extérieur de ces deux pays met ainsi en évidence leur dynamisme pendant les années 90, reflet d'un bon niveau de compétitivité sur les marchés internationaux. Une analyse par marché et par produit révèle que les deux pays exportent plutôt des produits différents (produits manufacturés pour la Chine, produits primaires pour le Vietnam) vers des marchés qui sont, à l'exception notable de l'Asie, également distincts. La concurrence internationale entre le Vietnam et la Chine a ainsi été jusqu'à présent limitée.

La concurrence entre les deux pays est devenue en revanche extrêmement vive sur le marché interne vietnamien où les produits chinois se substituent à l'offre de produits locaux. Si une part importante du commerce entre les deux pays n'est pas connue du fait de la clandestinité des échanges, les données douanières des deux pays indiquent cependant un probable déficit commercial vietnamien vis-à-vis de la Chine ces dernières années. On a pu par ailleurs constater au cours des derniers mois un déferlement croissant de produits de consommation chinois concurrents des produits vietnamiens sur le marché intérieur vietnamien, qui pose avec d'autant plus d'acuité la question de la compétitivité du Vietnam par rapport à la Chine. L'objectif de cet article est d'examiner l'évolution récente des relations commerciales bilatérales entre le Vietnam et la Chine et de proposer des éléments d'explication de la vive concurrence exercée par la Chine sur le marché intérieur vietnamien.

¹ Cet article est un extrait d'un rapport des auteurs rédigé avec le concours de Patrick Guillaumont et Sylviane Guillaumont Jeanneney (CERDI - Université d'Auvergne), à la demande du Ministère des Affaires Etrangères. Les auteurs restent néanmoins seuls responsables des analyses développées dans le présent document.

² CERDI-CNRS, Université d'Auvergne, France. S.Demurger@u-clermont1.fr / M.Goujon@u-clermont1.fr.

1. Les relations bilatérales Vietnam – Chine

Les échanges bilatéraux entre le Vietnam et la Chine révèlent une asymétrie de pénétration, dont la raison principale tient certainement à la taille extrêmement différente des deux pays considérés. Ainsi, selon les douanes vietnamiennes, en moyenne 4.8 % du commerce extérieur du Vietnam a été effectué avec la Chine au cours de la période 1995-99. Inversement, selon les douanes chinoises, 0.4 % seulement du commerce extérieur de la Chine a été effectué avec le Vietnam sur la même période.

L'importance réelle du commerce bilatéral entre le Vietnam et la Chine est par ailleurs difficile à mesurer à l'aune des seules statistiques douanières en raison d'un commerce illégal qui semble très développé, comme on peut notamment le constater sur la frontière commune aux deux pays. La comparaison des données du commerce bilatéral issues des sources douanières de chacun des deux pays peut donner une première approximation du commerce informel frontalier, en supposant que les statistiques d'exportations d'un pays sont plus fiables que ses statistiques d'importations. Cette hypothèse peut être raisonnablement posée dans la mesure où l'existence de droits de douane à l'importation peut représenter une incitation à la fraude, tandis que pour les exportations, les incitations à la fausse déclaration sont *a priori* moins fortes. Sous cette hypothèse, on peut ainsi considérer que l'écart entre les exportations officielles d'un pays et les importations officielles de son partenaire est une mesure, préliminaire et non-exhaustive, du commerce clandestin.

TABLEAU 1 - Commerce bilatéral entre le Vietnam et la Chine : comparaison des sources
(En millions de dollars)

<i>Sens des échanges</i>	Chine vers Vietnam			Vietnam vers Chine			Balance commerciale Vietnam / Chine		
	Vietnam (M_V)	Chine (X_C)	Ecart $M_V - X_C$	Vietnam (X_V)	Chine (M_C)	Ecart $X_V - M_C$	Vietnam $X_V - M_V$	Chine $M_C - X_C$	Exportateur $X_V - X_C$
1995	330	720	-391	362	332	30	32	-388	-358
1996	329	842	-513	340	309	31	11	-533	-502
1997	404	1 080	-675	474	357	117	70	-723	-606
1998	515	1 028	-513	440	217	223	-75	-811	-588
1999	683	964	-281	859	354	505	176	-610	-105
2000*	507	605	-98	430	294	136	-77	-311	-175

Notes : * = 6 premiers mois de l'année 2000. M_V = importations vietnamiennes, X_C = exportations chinoises, X_V = exportations vietnamiennes, M_C = importations chinoises.

Sources : GSO (1999 et 2000b) et douanes pour le Vietnam et SSB (diverses éditions) et douanes pour la Chine.

La lecture du tableau 1 révèle que, en valeur absolue, l'écart le plus important entre les deux sources concerne les biens entrant au Vietnam, pour lesquels les chiffres indiqués par les deux sources sont dans une échelle de 1 à 2 entre 1995 et 1998. Il semble donc que, jusqu'en 1998, c'est à l'entrée au Vietnam que la fraude aurait été la plus importante. Toutefois, l'évolution de cet écart au cours du temps révèle un accroissement substantiel pour les flux « illégaux » de marchandises du Vietnam vers la Chine et inversement, une tendance à la réduction pour les flux de la Chine vers le Vietnam. Cette évolution opposée indique qu'à partir de 1999, c'est vers la Chine qu'il y aurait eu le plus de fraude.

Le solde de la balance commerciale entre le Vietnam et la Chine est présenté dans les trois dernières colonnes du tableau 1, en utilisant successivement les sources douanières vietnamiennes, les sources douanières chinoises et la différence des exportations déclarées par chacun des deux pays. On peut tout d'abord constater que le signe du solde de la balance commerciale du Vietnam vis-à-vis de la Chine dépend de l'origine des statistiques. D'après les sources vietnamiennes, elle est en effet excédentaire (sauf en 1998) tandis que d'après les sources chinoises, elle est déficitaire. Si l'on retient comme précédemment l'hypothèse d'une plus grande fiabilité des données d'exportations, le solde correspondant reporté dans la dernière colonne du tableau apparaît toujours négatif, indiquant un vraisemblable déficit du Vietnam vis-à-vis de la Chine. L'existence de ce déficit soulève un problème de compétitivité du Vietnam sur son propre marché, d'autant plus sensible que, comme l'indique le tableau 2, la part de la Chine dans les importations totales du Vietnam n'a cessé de croître depuis 1996 et atteint pour les six premiers mois de l'année 2000 un niveau de 7.4 % reporté par les douanes vietnamiennes (8.7 % reporté par les douanes chinoises).

TABLEAU 2 – Importance relative de la Chine dans l'économie vietnamienne

	Part de la Chine dans les importations totales du Vietnam		Ratio des importations en provenance de Chine sur le PIB du Vietnam	
	Sources vietnamiennes	Sources chinoises	Sources vietnamiennes	Sources chinoises
1995	4.0	8.4	1.6	3.6
1996	3.0	7.2	1.4	3.6
1997	3.5	8.8	1.5	4.1
1998	4.5	8.6	1.9	3.8
1999	5.9	8.1		
2000	7.4	8.7		

Notes : pour 2000, les six premiers mois seulement.

Sources : GSO (1999 et 2000a) et douanes pour les importations vietnamiennes et SSB (diverses éditions) et GAC (2000) pour les exportations de la Chine vers le Vietnam. *Indicateurs du Développement dans le Monde* de la Banque mondiale pour le PIB exprimé en parité de pouvoir d'achat. Ce calcul en PPA de la Banque mondiale n'est disponible ni pour l'année 1999, ni pour les six premiers de 2000.

Les flux de marchandises du Vietnam vers la Chine entre 1997 et 2000, publiés par les douanes chinoises³, sont constitués à plus de 90% de produits primaires, dont le pétrole brut est le composant majeur. Ces biens étant relativement peu produits en Chine⁴, ces flux n'impliquent pas de véritable concurrence sur le marché chinois. Inversement, les exportations de la Chine vers le Vietnam sont nettement plus diversifiées, diversification qui se mesure notamment par la variété des catégories concernées, allant des produits agricoles aux produits d'industrie lourde ou légère et de matériaux bruts à différents produits transformés. A la différence de la Chine, le Vietnam importe donc des biens qu'il produit localement, en particulier les biens d'industrie légère.

2. Compétitivité-prix : analyse du taux de change réel bilatéral

L'évolution de la concurrence sur le marché intérieur vietnamien suggère un écart de compétitivité entre les produits chinois et les produits vietnamiens, qui peut être le reflet de différences de prix. Le prix intérieur (en yuans) des produits chinois exportés au Vietnam peut être tout d'abord modifié par la politique commerciale chinoise (subventions ou taxes à l'exportation) et par la politique commerciale vietnamienne (imposition de droits de douane). Ce prix modifié a son équivalent en dông par conversion monétaire au taux de change bilatéral déterminé par les politiques de change chinoise et vietnamienne. Les consommateurs vietnamiens comparent ce prix en dông au prix des produits vietnamiens concurrents, déterminant ainsi la compétitivité prix relative des produits chinois et vietnamiens sur le sol vietnamien. Cette compétitivité prix peut être complétée par des comparaisons de qualité et de marketing pour aboutir à une compétitivité relative « d'ensemble ».

Si l'on fait abstraction des politiques commerciales⁵, des politiques de change différenciées peuvent dans ce cadre constituer des facteurs importants de compétitivité par les prix. Comme il n'y a pas d'échanges entre le dông et le yuan sur les marchés interbancaires chinois ou vietnamien, c'est le rapport des taux de change dông/dollar et yuan/dollar qui donne le taux de change bilatéral « virtuel » résultant des opérations de change des monnaies nationales contre

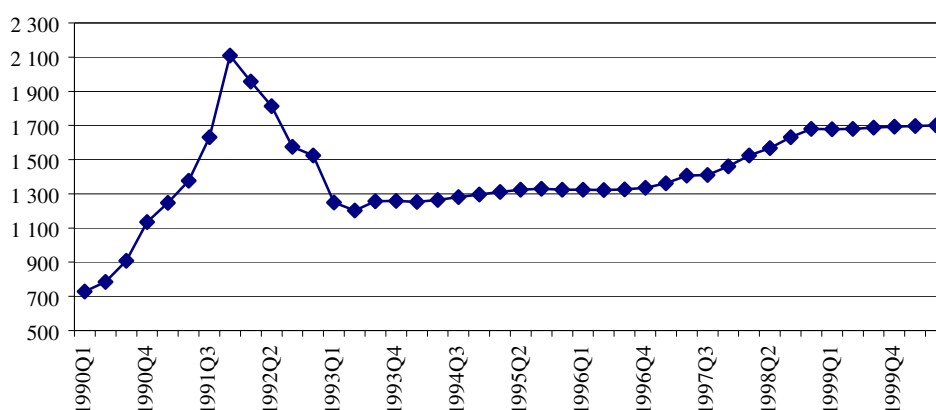
³ GAC (diverses éditions). Les données vietnamiennes disponibles ne couvrent qu'une partie des biens échangés avec la Chine.

⁴ La Chine est un importateur net de produits minéraux : en 1999, elle a importé au total 11.6 milliards d'US dollars de produits minéraux et en a exporté 5.8 milliards d'US dollars.

⁵ L'ouverture graduelle du Vietnam au commerce mondial s'est traduite par la signature d'accords commerciaux régionaux (AFTA) et bilatéraux (notamment avec l'Union européenne, le Japon, les Etats-Unis) portant sur des réductions des barrières au commerce entre le Vietnam et ses partenaires. Voir EIU (2000). La Chine ne bénéficie pas de traitement préférentiel, mais cela a certainement très peu d'impact sur les échanges Chine-Vietnam car, par définition, les mesures de politique commerciale ne s'appliquent pas au commerce clandestin

des devises sur les marchés interbancaires des deux pays. Le Vietnam en lutte contre la dollarisation de son économie, a stabilisé son taux de change vis-à-vis du dollar dès 1993, et la Chine depuis 1994. Alors que la Chine est parvenu à maintenir ce régime de change jusqu'à présent, le Vietnam a déprécié sa monnaie vis-à-vis du dollar en 1997-98⁶. En conséquence des évolutions différentes de ces deux monnaies vis-à-vis du dollar, on voit que le dông s'est déprécié fortement (d'environ 25%) vis-à-vis du yuan en 1997-98.

FIGURE 1 - Taux de change bilatéral « virtuel », 1990-2000 (dông par yuan)



Notes : Le taux de change bilatéral dông-yuan est obtenu en faisant le rapport des taux de change nominaux vis-à-vis du dollar. Le taux de change est exprimé en unités de dông par yuan, du premier trimestre 1990 au deuxième trimestre 2000. Une croissance signifie une dépréciation du dông vis-à-vis du yuan.

Sources : le taux de change du marché *swap* pour la Chine (source CERDI), le taux de change interbancaire pour le Vietnam (source : State Bank of Vietnam).

Le seul échange direct de ces deux monnaies s'effectue de manière informelle à la frontière entre les deux pays et est directement lié aux échanges de marchandises. Ces échanges de marchandises sont difficilement estimables car ils revêtent différentes formes et sont réglés de différentes façons. Certains observateurs font la distinction entre :

- les échanges inter-entreprises, qui sont généralement officiels et, lorsqu'ils portent sur des transactions importantes, réglés en dollar à travers le système bancaire. Cependant, les banques ne pouvant installer des bureaux tout au long de la frontière, la valeur des échanges de marchandises entre la Chine et le Vietnam réglés à travers les banques ne représenterait que 20 à 30 % du total des valeurs déclarées en douane⁷. Les entreprises

frontalier. Ceci donne par ailleurs un avantage certain aux produits chinois vis-à-vis des produits des autres pays sur le sol vietnamien.

⁶ Le taux de change passe de 11000 dông par dollar en novembre 1996 à 14000 dông en octobre 1998, alors que le taux de change chinois est d'environ 8,3 yuan par dollar depuis janvier 1994. Voir notamment Guillaumont et Guillaumont Jeanneney (1997 et 1998) pour une analyse détaillée des politiques de change du Vietnam et de la Chine.

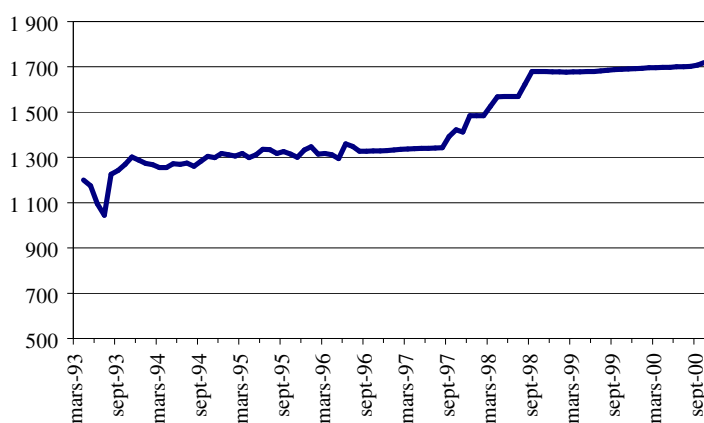
⁷ Entretiens à Banque d'Etat du Vietnam.

vietnamiennes ont également installé des bureaux de représentation le long de la frontière. Le passage de Lang Son situé à 150 km d’Hanoi semble être le point de passage le plus important pour ce genre de gros trafics officiels.

- les échanges effectués par des agents économiques non-officiels (individus, petites entreprises), qui sont généralement clandestins et portent sur des plus petits montants. Aux points de passage frontaliers, ces échanges sont réglés de différentes façons : troc, règlements en dollar, règlements en monnaies nationales (dông ou yuan). Ces échanges et leurs moyens de règlement sont difficilement estimables, du fait de leur clandestinité. On cite souvent le point frontalier de Mong Cai sur la côte du Golfe du Tonkin où les échanges de marchandises s’effectuent par mer ou par route, jour et nuit. A chacun des points de passage frontaliers, le besoin d’échanges de monnaies entre les commerçants a conduit au développement de marchés de change parallèles.

Le taux de change parallèle à la frontière sino-vietnamienne est très fluctuant en fonction de la confrontation de l’offre et de la demande relative de yuan et de dông. Il est revu par les opérateurs plusieurs fois par jour et peut être différent selon le lieu à la frontière. On peut néanmoins observer qu’à partir du milieu de l’année 1997 jusqu’à la fin de l’année 1998, le dông s’est fortement déprécié vis-à-vis du yuan sur le marché frontalier (d’environ 25 % pour les données présentées sur la figure 2), puis ce taux de change s’est stabilisé à environ 1 700 dông par yuan jusqu’au milieu de l’année 2000.

FIGURE 2 - Taux de change à la frontière sino-vietnamienne, 1993-2000 (dông par yuan)



Note : Données mensuelles. Une hausse du taux signifie une dépréciation du dông vis-à-vis du yuan.

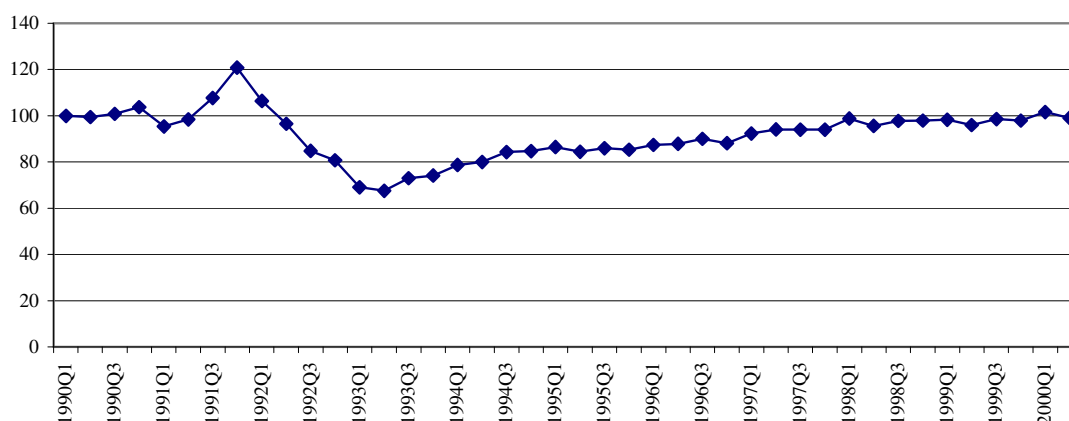
Source : Banque d’Etat du Vietnam.

Alors que la dépréciation du dông en 1997-98 peut potentiellement apporter un gain en terme de compétitivité au Vietnam, elle peut également avoir été provoquée par un manque de compétitivité dans la période antérieure.

Il est possible de comparer la compétitivité prix entre les pays en calculant le taux de change réel qui synthétise la comparaison des évolutions des prix et des taux de change au niveau macro-économique. Le taux de change réel bilatéral (TCRB) est le rapport des prix intérieurs de deux économies exprimés dans la même monnaie. Il rassemble l'évolution du taux de change nominal bilatéral (TCNB) entre les monnaies des deux pays concurrents et l'évolution relative de leurs prix intérieurs (P)⁸. Dans le cas qui nous intéresse, on peut calculer le TCRB du dông vis-à-vis du yuan et utiliser la cotation du taux de change en nombre de dôngs pour un yuan.

$$TCRB = TCNB \times \frac{P_{Chine}}{P_{Vietnam}}$$

FIGURE 3 – Indice de taux de change réel bilatéral dông/yuan, 1990-2000



Notes : Données trimestrielles. L'indice de taux de change réel bilatéral est le rapport de l'indice du taux de change nominal du dông/yuan (égal au taux de change du dông/dollar divisé par le taux de change yuan/dollar) et du rapport des prix : $ITCR = ITCB / (IPC_{vn} / IPC_{ch})$. Une décroissance signifie une appréciation réelle du dông vis-à-vis du yuan.

Sources : CERDI et State Bank of Vietnam pour les taux de change, GSO pour l'IPC vietnamien, CERDI pour l'IPC chinois (calcul à partir de FMI-SFI et Fry (1995)).

Le résultat de la politique de stabilisation menée par les autorités vietnamiennes dès la fin de l'année 1991 a conduit à une appréciation réelle forte du dông vis-à-vis du yuan de 1992 à 1993, du fait du décalage temporel entre la mise en œuvre de la nouvelle politique de change fixe et ses effets désinflationnistes. Le Vietnam arrivant à maintenir un niveau d'inflation plus faible que la Chine de 1993 à 1996, puis pratiquant une politique de dépréciation de son taux

⁸ La catégorie des biens échangeables étant difficilement définissable, on utilise généralement l'indice de prix à la consommation comme proxy des coûts intérieurs de la production de biens échangeables.

de change en 1997 à 1998 alors que la Chine stabilise son taux de change depuis 1994, le TCRB s'est lentement déprécié de 1993 à 1998. Depuis 1998, le TCRB est quasiment stable entre les deux monnaies, les deux pays stabilisant leur taux de change et connaissant une déflation identique. Ainsi, si le taux de change réel indique une forte perte de compétitivité prix du Vietnam vis-à-vis de la Chine en 1992-93 (une appréciation réelle d'environ 40 %), le Vietnam a gagné en compétitivité prix de 1993 à 1997 (une dépréciation réelle d'environ 40 %). De même, si le Vietnam a effectivement perdu en compétitivité prix de 1992 à 2000 (une appréciation réelle de 15 %), ce n'est pas le cas pour la décennie entière (l'indice retrouve en 2000 le niveau 100 de 1990), et particulièrement sur la période 1998-2000. Ainsi, l'évolution du TCRB entre le Vietnam et la Chine n'indique pas clairement une évolution défavorable pour le Vietnam, à moins de retenir la forte appréciation réelle des années 1992-93. Mais celle-ci ne peut expliquer le problème constaté récemment de compétitivité du Vietnam sur son propre marché vis-à-vis de la Chine. L'explication doit par conséquent être cherchée dans des facteurs plus qualitatifs, ce qu'illustre l'étude du cas des motocyclettes.

3. Etude de cas : le marché vietnamien des motocyclettes

On compte environ 6 millions de motocyclettes sur les routes au Vietnam en 2000, soit environ une motocyclette pour 14 Vietnamiens⁹. La croissance du marché était jusqu'en 1999 de l'ordre de 10 % par an. Du côté de la demande vietnamienne, les motivations d'achat sont variées et diffèrent selon la région : la motocyclette peut être considérée comme un moyen de transport ou comme un bien de démonstration.

Quatre joint-ventures et une entreprise à capitaux 100 % étrangers établies de 1992 à 1998 assurent actuellement la production intérieure de motocyclettes (à hauteur d'environ 300 à 400 000 unités par an). Honda Vietnam Corp., établie en 1996 près d'Hanoi, est la plus importante en termes de capacité productive et de profits en 1999¹⁰. A côté de ces entreprises à capitaux étrangers, une cinquantaine d'entreprises vietnamiennes établies très récemment (pour la plupart en 1999) assemblent des motocyclettes importées en pièces détachées.

On a pu constater une forte augmentation de l'importation de motocyclettes au cours de l'année 2000 due principalement à l'entrée de produits chinois, en partie effectuée de manière clandestine. Pour les seules importations officielles de motocyclettes (environ 1.5 millions

⁹ Ce qui est plus qu'en Indonésie où l'on compte une motocyclette pour 17 habitants, mais moins qu'en Thaïlande, Malaisie ou Taiwan où la densité est de respectivement 9, 5 et 2 habitants par motocyclette (*Vietnam Investment Review*, novembre 2000).

¹⁰ *Vietnam Investment Review*, octobre 2000.

d'unités), la moitié proviendrait de Chine en 2000¹¹. Les douanes chinoises reportent également une augmentation très importante de la part des exportations de matériel de transport de la Chine vers le Vietnam entre 1997-99 et l'année 2000 (la part passant de 5 % des exportations totales de la Chine vers le Vietnam à 18 %).

La concurrence Chine - Vietnam sur le marché vietnamien de la motocyclette se fait essentiellement par les prix, les Vietnamiens disposant d'un faible pouvoir d'achat. Les motocyclettes « chinoises » sont deux à trois fois moins chères que les motocyclettes « vietnamiennes », pour des caractéristiques similaires (design, cm³) mais la qualité des motocyclettes chinoises est inégale. Plutôt que de situer la compétition entre deux pays, la Chine et le Vietnam, l'étude du marché de la motocyclette au Vietnam révèle plutôt une compétition entre les joint-ventures vietnamiennes et les produits chinois. La stratégie de la firme japonaise Honda est la délocalisation (recherche de la part maximale d'éléments produits localement) pour diminuer les coûts de production. Cette firme est donc présente dans quasiment tous les pays asiatiques, sous forme généralement de joint-ventures.

Honda Corp. a réalisé une étude interne de compétitivité comparée de ses usines implantées dans les pays asiatiques (compétitivité totale incluant le prix, la qualité, le service)¹². Selon cette étude, l'usine Honda de Hanoi produirait des motocyclettes de même qualité que celles de Thaïlande ou d'Indonésie (Honda impose les mêmes standards de qualité quel que soit le pays), mais à des coûts de production supérieurs. Selon les dirigeants de Honda Vietnam Corp. cela proviendrait de la jeunesse de l'usine nippono-vietnamienne, qui induirait un coût fixe élevé dû à l'amortissement de l'investissement, à la formation du personnel, et à son échelle de production relativement faible¹³. De plus, la part des inputs produits localement est plus faible au Vietnam que dans les autres pays : 50 % pour l'usine Honda Vietnam (seulement 20 à 30 % si l'on tient compte des inputs importés par les fournisseurs vietnamiens de Honda Vietnam) contre 80 % pour les usines Honda Thailand. Les inputs qui ne peuvent être produits localement doivent être importés et coûtent par conséquent plus cher du fait des coûts de transport et des taxes à l'importation.

A partir des éléments de l'étude menée par Honda, le bas prix des motocyclettes chinoises pourrait donc provenir de plusieurs facteurs (certainement cumulatifs), qui, face au manque d'informations, sont présentés de manière qualitative. A côté d'éléments tels que les

¹¹ Douanes vietnamiennes.

¹² Source : Entretien auprès du directeur de la production de Honda Vietnam Corp. (octobre 2000).

¹³ En comparaison, Honda Thailand Corp. est implantée depuis plus de trente ans et a une échelle de production, jusqu'à 1 million d'unités par an, bien plus importante que Honda Vietnam Corp. Dans le même sens, une échelle de production moins élevée en Indonésie, Malaisie ou Philippines peuvent empêcher ces pays d'exporter leurs motocyclettes vers le Vietnam, alors que la Thaïlande en est capable.

différences de coût de la main d'œuvre, des infrastructures, de l'environnement d'entreprise, d'autres facteurs plus spécifiques au secteur peuvent être avancés.

Pour les éléments relevant d'un coût de production moins élevé, la Chine aurait constitué une filière de production plus complète : la part des éléments locaux chinois dans le produit final chinois est donc plus importante que la part de éléments locaux vietnamiens dans les motocyclettes produites par les joint-ventures¹⁴. Cela signifierait que les consommations intermédiaires dans la production de motocyclettes sont plus chères au Vietnam qu'en Chine. La Chine produit les composants et les monte certainement avec une technologie, une automatisation analogue à celle des usines japonaises, rentable à mettre en place étant donnée l'échelle de production. Cette échelle de production expliquerait également des coûts unitaires de production moins élevés. Il est possible également que les entreprises chinoises, disposant de stocks très importants à l'heure actuelle¹⁵, se soient lancées dans une guerre des prix et vendent leurs produits au coût marginal (certains observateurs parlent également de dumping). Enfin, la perméabilité de la frontière sino-vietnamienne permet à un nombre important de produits chinois d'échapper aux droits de douanes appliqués par les autorités vietnamiennes, ce qui n'est pas possible pour les joint-ventures Honda ou autres.

Conclusion

Il semble que le problème de compétitivité du Vietnam vis-à-vis de la Chine ne soit pas fondamentalement lié à un problème de change ou de politique commerciale, mais plutôt à un problème d'environnement de la vie des entreprises ou d'intégration des filières. Il apparaît donc nécessaire pour le Vietnam de poursuivre les réformes engagées afin de développer un tissu industriel important. Dans ce sens, la définition d'un environnement juridique transparent apparaît nécessaire au bon développement du secteur privé, de même que la mise en œuvre de politiques d'accompagnement fiscales, de crédit et énergétique. A un niveau plus microéconomique, l'encouragement à l'investissement paraît prioritaire tant pour le renouvellement de l'équipement que pour le développement d'industries nouvelles où le Vietnam pourrait acquérir un avantage compétitif.

¹⁴ Pour les cinq joint-ventures vietnamiennes en 2000, la part des inputs locaux dans le produit final est de 35 à 60 % selon l'usine et le modèle (*Vietnam Investment Review*, novembre 2000).

¹⁵ Conséquence d'un surinvestissement dans le secteur et de l'interdiction récente des motocyclettes dans de nombreuses grandes villes chinoises (« Are China's domestic-made motorcycles on road to ruin ? », www.chinaonline.com, 16 février 2001).

Références bibliographiques

- APOTEKER T. (TAC 2000), *Vietnam, Trade and Investment Analysis, 1999-2000*, Rapport pour la Commission européenne, avril.
- BANQUE MONDIALE (1999), *Vietnam, Preparing for take-off ?*, Rapport économique informel, Hanoi, décembre.
- BANQUE MONDIALE (2000), *Vietnam, Export performance*, Rapport économique, Hanoi.
- CENTRAL INSTITUTE FOR ECONOMIC MANAGEMENT (CIEM 2000a), *Vietnam's economy in 1999*.
- CENTRAL INSTITUTE FOR ECONOMIC MANAGEMENT (CIEM 2000b), *Economic statistics of Vietnam 1991-1999*, Hanoi.
- CHIAN Y. N. (2000), *China and World Textile Statistics, 2000 new manual*, Beijing : China Science & Technology Press.
- ECONOMIC INTELLIGENCE UNIT (EIU 1999), *Vietnam, country profile 1999-2000*, juin.
- FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL FMI-SFI, *Statistiques Financières Internationales*, version CD-Rom.
- FRY M. J. (1995), *Estimating money demand for monetary control in China*, International Finance Group Working Paper 95.02, The University of Birmingham.
- GENERAL ADMINISTRATION OF CUSTOMS OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF CHINA (GAC diverses éditions), *China's Customs Statistics*, Mensuel, Economic Information & Agency, Hong Kong.
- GENERAL STATISTICAL OFFICE (GSO 2000a), *International Merchandise Trade, Vietnam 1998*, Statistical Publishing House, Hanoi.
- GENERAL STATISTICAL OFFICE (GSO 2000b), *Statistical Data of Vietnam Socio-economy 1975-2000*, Statistical Publishing House, Hanoi.
- GUILLAUMONT P. et S. GUILLAUMONT-JEANNENEY (1997), « Politique de change et transition vers l'économie de marché : expériences comparées de la Chine et du Vietnam », *Développement et transition vers l'économie de marché*, Actes des 3èmes Journées scientifiques du Réseau Analyse Économique et Développement, Agence Universitaire de la Francophonie, pp. 100-115.
- GUILLAUMONT P. et S. GUILLAUMONT-JEANNENEY (1998), « La politique de change du Vietnam face à la crise asiatique », *Politique étrangère*, 4/98, novembre, pp. 821-840.
- STATE BANK OF VIETNAM (2000), *Annual report 1999*.
- STATE STATISTICAL BUREAU (SSB, diverses éditions), *China Statistical Yearbook*, de 1990 à 2000, China Statistical Publishing House, Beijing.
- UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION et DEVELOPMENT STRATEGY INSTITUTE (UNIDO-DSI 1998), *Vietnam: Industrial Competitiveness Review*, Rapport final, Septembre.

Journaux et sources diverses

- *China Newsletter*.
- Documents des douanes vietnamiennes (1999 et 2000).
- *Vietnam Economic News, Vietnam Investment Review*,